

Le Sénat lance un nouveau groupe « pour donner toute sa chance à la ruralité »

Une soixantaine de sénateurs de tous bords confondus viennent de fonder « le groupe ruralités ». Un groupe de propositions mais aussi une cellule de veille pour toutes les réformes qui concernent le monde rural.

3/12/2018

Par Simon Barbarit [@SimonBarbarit](mailto:SimonBarbarit)

Le Sénat, chambre des territoires s'il en est, s'attache régulièrement à faire entendre la France périphérique, celles des Français éloignés des métropoles, « la France d'à côté » comme aime à la définir Gérard Larcher. Mais jusque-là, il n'y avait pas de groupe proposant une vision transversale de la ruralité.

Mouvement des gilets jaunes, sentiment d'abandon des élus et des habitants des petites communes... Autant de maux auxquels souhaite s'atteler le nouveau « groupe ruralités » mis en place au Sénat cette semaine. Le groupe rassemble une soixantaine de sénateurs. Il est présidé par le sénateur socialiste de la Creuse, Jean-Jacques Lozach, et chaque groupe politique est représenté par un vice-président. « Il s'agit d'un groupe de propositions mais aussi une cellule de veille pour toutes les réformes qui concernent la ruralité » précise Jean-Jacques Lozach avant de citer les chantiers à venir. « Nous serons très attentifs à la mise en place de l'agence nationale de cohésion des territoires, la réforme de la fiscalité locale, ou celle des institutions qui prévoit la réduction du nombre de parlementaires. Il est impensable pour nous qu'il n'y ait pas au moins un sénateur par département ».

« La création de ce groupe était nécessaire parce qu'il n'existait pas paradoxalement ici au Sénat. Notre objectif est de rester vigilant (...) sur comment sont prises en compte ces ruralités, parce qu'elles sont diverses, dans les projets de loi, dans la rédaction d'amendements » ajoute Cécile Cukierman sénatrice communiste et vice-présidente du « groupe ruralités ».

« Nous sommes nombreux à penser que la ruralité a une carte à jouer dans la cohésion sociale (...) Depuis 15,20 ans, tous gouvernements confondus, il n'y a plus de réelle politique d'aménagement du territoire. Or, aujourd'hui, la société a besoin d'une ruralité qui soit vivante (...) L'INSEE prévoit qu'au cours des 30 prochaines années, la population de la France va augmenter de 10 millions d'habitants. Va-t-on continuer à concentrer ces populations en milieu urbain ? » s'interroge Bernard Delcros vice-président centriste du « groupe ruralités ». C'est pourquoi, l'élu du Cantal souhaite « changer de logiciel ». « Le critère du nombre d'habitants ne peut pas être le seul critère pris en compte dans les décisions politiques. Il faut introduire le critère lié à la densité de population » plaide-t-il.

Bernard Delcros s'appuie notamment sur une étude de l'IFOP pour l'association famille rurale selon laquelle seuls 5% des ruraux souhaitent quitter le monde rural. « Cette étude confirme que c'est le moment de donner toute sa chance à la ruralité ».

À moyen terme, le « groupe ruralités » a pour objectif de déposer une proposition de loi à l'horizon 2019.